



Paris, le 13 octobre 2010

Communiqué

Marisol Touraine

Secrétaire nationale à la santé et la sécurité sociale

Les pauvres toujours plus exclus de l'accès à la santé

Contrairement à ce qu'avance le Président de la République, la grande pauvreté est là. Des dizaines de milliers de sans-abris ; près de 7 millions de mal-logés, 10 millions de pauvres, dont 1 million de personnes âgées. Telle est la situation d'une France inquiète et déçue dans laquelle 85% de la population redoute que ses enfants connaissent un jour la pauvreté.

Cette triste réalité est encore renforcée par la politique du gouvernement : 40% des Français ont récemment reporté ou renoncé à un soin pour des raisons financières. Les dépassements d'honoraires compromettent la santé publique. Les franchises médicales, dont l'inefficacité est démontrée, viennent accentuer ces difficultés. Les bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU), comme l'ont établi plusieurs études récentes, se heurtent à des obstacles croissants pour obtenir une consultation avec un médecin de ville.

Pauvres parmi les pauvres, les étrangers qui vivent dans notre pays doivent affronter, en plus de ces difficultés, la politique brutale de chasse aux immigrés menée par la droite. Médecins du Monde a annoncé dans son rapport annuel une hausse de 17% du nombre de consultations entre 2007 et 2009 et une aggravation générale de la situation sanitaire des patients, qui ne consultent un médecin qu'en tout dernier recours. La peur de se déplacer, la méconnaissance de leurs droits sans cesse grignotés entraînent un défaut de suivi, y compris des femmes enceintes et des mineurs. Que vont devenir ces populations déjà particulièrement fragilisées, après l'adoption par l'Assemblée nationale de l'amendement Mariani au projet de loi « Immigration », qui restreint encore davantage les conditions d'obtention d'un titre de séjour pour raisons de santé ?

Les socialistes dénoncent une politique qui laisse dériver les finances publiques et en rejette la faute sur les assurés sociaux.

Il nous paraît nécessaire de ne pas en rester à cette approche purement comptable. La réduction des inégalités face à la santé - et pas seulement à l'accès aux soins - sera l'un des pivots d'une politique publique de santé de gauche.